



## Guerre au Mali-Une lucide analyse de Mohamed Tahar Bensaada

Lundi 21 janvier 2013

DR

# L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI

« *Qui ose se froter à l'Algérie risque de se faire piquer* »  
(Ibrahim Boubacar Keita, ancien premier ministre malien)

*Par Mohamed Tahar Bensaada  
enseignant chercheur*

**Plusieurs faits bizarres ont été passés sous silence par les médias mainstream. Cela vaut le coup d'y revenir pour mieux éclairer les enjeux qu'on cherche à nous cacher.**

Comme il était prévisible, le dénouement dramatique de la prise d'otages qui a eu lieu sur le site gazier de In Amenas suite à l'assaut sanglant des forces spéciales algériennes contre le groupe terroriste a fait réagir chancelleries et médias occidentaux qui ne pouvaient pas rater pareille occasion pour asséner leurs contre-vérités dans ce qui apparaît d'ores et déjà comme une véritable guerre psychologique contre l'Algérie.

Malgré le matraquage médiatique de ces dernières 48 heures, plusieurs zones d'ombre continuent d'entourer cette opération. Raison de plus pour rester vigilants quand il s'agit de se pencher sur une affaire qui n'a pas fini de nous révéler tous ses dessous de cartes. Plusieurs faits bizarres ont été passés sous silence par les médias mainstream. Cela vaut le coup d'y revenir pour mieux éclairer les enjeux qu'on cherche à nous cacher.

---

**L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI**

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1072>

D'abord, la première chose qui frappe dans l'attaque terroriste qui a visé la base-vie de In Amenas, c'est son caractère spectaculaire. Un groupe terroriste multinational de 32 personnes d'origines diverses (Algérie, Libye, Egypte, Tunisie, Mauritanie, Niger, France, Canada) entré de la Libye voisine. Plusieurs centaines d'otages dans un site énergétique aussi stratégique situé dans une région aussi surveillée. En dix années de sale guerre durant la décennie noire, aucun incident comparable n'a été signalé dans ces régions pétrolières et gazières du sud algérien qui constituent le poumon économique de l'Algérie puisqu'elles lui assurent l'essentiel de ses recettes en devises.

Dans cette opération spectaculaire, on ne peut pas exclure l'hypothèse d'une manipulation d'un des services secrets qui se livrent une guerre spéciale sans merci dans la région. Comme d'habitude, les accusations les plus contradictoires circulent sur la toile alimentées par les nombreux amateurs de complot. Mais faute d'indices probants et qu'on ne risque pas d'avoir dans le climat d'intoxication médiatique actuel, le mieux serait de chercher à démêler l'écheveau de cette affaire en nous concentrant sur la question essentielle : Quels sont les dividendes géopolitiques que pourraient engranger les différents protagonistes engagés dans une guerre qui a commencé bien avant l'intervention française au Mali ?

**Premier élément bizarre dans cette histoire.** La France intervient au Mali et déclare la guerre aux groupes islamistes, y compris au groupe *Ansar Dine* qui n'a jamais perpétré d'actions terroristes ni sur le sol malien ni ailleurs. Et que fait le groupe dissident d'*Aqmi* dirigé par Mokhtar Belmokhtar ? Il s'attaque à l'Algérie, c'est-à-dire au seul pays de la région qui a toujours exprimé son opposition à la guerre depuis que la France a commencé à s'y préparer avec ses larbins africains au risque d'apparaître comme le « parrain » d'Ansar Dine comme tendent à le faire accroire des sites spécialisés dans la propagande anti-algérienne. Aucune action n'a été enregistrée contre les nombreux Etats supplétifs de la France dans la région du Sahel et de l'Afrique de l'ouest qui ont décidé d'envoyer leurs bataillons au Mali et qui sont pourtant mille fois plus vulnérables que l'Algérie face à ce genre d'actions terroristes.

Bien entendu, le fait que Mokhtar Belmokhtar se soit prêté au jeu de la négociation en vue de sa reddition aux services de sécurité algériens, opération de reddition avortée il y a quelques années, ne manque pas de susciter la suspicion de certains analystes qui y voient un agent double. D'autres poussent le ridicule jusqu'à insinuer un coup tordu des services algériens sans se donner la peine d'expliquer dans ce cas l'essentiel à savoir le refus par l'Algérie de la « coopération » proposée par l'Otan. Pourquoi prendre la peine de monter une telle opération si on refuse par ailleurs ce qui est supposé en être le gain diplomatique par excellence ? En fait, dans toute guerre spéciale, les trahisons et retournements sont légion, c'est une raison supplémentaire pour éviter de sombrer dans les récits policiers, au risque de passer à côté de l'analyse des enjeux géopolitiques et stratégiques qui seuls devraient nous importer.

**Second élément bizarre.** L'attaque terroriste a eu lieu dans une base gérée conjointement par trois compagnies algérienne (*Sonatrach*) britannique (*BP*) et norvégienne (*Statoil*). Comment le groupe terroriste qui prétendait s'attaquer à l'intervention française au Mali comptait-il faire pression sur la France en s'attaquant à des groupes pétroliers qui sont de fait les *principaux concurrents de la société française Total en Algérie* ?

Mais le plus effarant dans la réaction des chancelleries et de certains médias occidentaux, c'est leurs réactions après l'assaut meurtrier des forces spéciales algériennes. Si Washington a rappelé qu'Alger ne l'a pas consulté sans plus de commentaire, le premier ministre britannique, David Cameron, s'est permis de critiquer la gestion de la crise par les autorités algériennes. Ces dernières auraient décidé d'intervenir trop vite sans demander l'avis des puissances concernées. Quelle audace de la part de ces puissances de demander à l'Algérie de négocier avec des terroristes qui ont piégé les corps de leurs otages et menacé de

---

## L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1072>

tout faire sauter alors que la France est intervenue au Mali au risque de mettre en danger la vie des otages européens et algériens retenus par *Aqmi* et le *Mujao* !

Certes, si les dirigeants algériens qui ont pris la lourde responsabilité de donner l'ordre de l'assaut avaient la moindre chance de sauver la vie des otages par la négociation avec les ravisseurs et qu'ils ne l'avaient pas saisie, ils auraient commis une faute morale et politique impardonnable. Mais quand on sait le risque qu'ils couraient en se mettant à dos les Etats occidentaux dont les ressortissants risquaient de perdre la vie au cours de l'assaut, on se doute bien qu'ils étaient quasi-certains que toute autre solution que l'assaut aurait été plus coûteuse sur les plans humain, politique, diplomatique et économique.

Le cynisme des médias et des pseudo-spécialistes convoqués pour l'occasion n'a plus de bornes quand la dénonciation de la « brutalité » des forces spéciales algériennes provient de ceux-là mêmes qui trouvaient toujours des prétextes aux « bavures » des forces de l'Otan en Afghanistan et en Irak, qui n'hésitaient pas, rappelons-le, à bombarder des mariages, des funérailles et autres attroupements pacifiques. Saluons au passage la position courageuse de Robert Fisk qui a rappelé dans sa chronique dans le quotidien *The Independent* que les médias occidentaux n'auraient pas réagi de cette façon si parmi les otages tués, il n'y avait pas des blonds aux yeux bleus mais seulement des Algériens !

Au-delà de la dimension humaine de ce drame qui a coûté la vie à tant d'innocents et au-delà du rôle joué par les services français et algériens, posons-nous la question qui importe le plus aujourd'hui : ***que recherchent les principaux protagonistes de cette crise ?***

Pour les Français, le seul enjeu d'importance, qui vaut la peine que la diplomatie française fasse profil bas et feigne une posture « compréhensive » à l'égard de l'assaut de l'armée algérienne, est clair : entraîner l'Algérie dans leur sale guerre tant ils savent qu'ils ne pourront mener jusqu'au bout la bataille qu'ils livrent actuellement au Mali sans la collaboration de l'armée algérienne. Se faisant l'écho de chercheurs et d'experts-bidon comme d'habitude, le quotidien *Libération* a essayé de donner un semblant de justification logique au soi-disant « rapprochement franco-algérien » sur le dossier malien. La volte-face d'Ansar Dine qui a trahi la parole donnée à Alger en lançant ses forces vers le sud malien aurait fini par convaincre le président Bouteflika de changer son fusil d'épaule et de permettre aux avions de combat français de survoler l'espace aérien algérien.

Mais ce retournement algérien serait le prélude à un changement de stratégie envers les groupes islamistes qui ne serait ni plus ni moins qu'un retour vers la ligne d'éradication suivie dans les années 90 par l'état-major de l'armée algérienne. Pour William Lawrence : « *Le déferlement surprise de combattants islamistes vers le sud du Mali en fin de semaine dernière a achevé de vaincre les réticences algériennes. Acculé, Bouteflika n'a pas pu s'opposer au survol du territoire par les avions français et à fermer la frontière avec le Mali, quitte à déplaire à une population sensible à toute manifestation d'un éventuel « néocolonialisme » de la France. La prise d'otages, inédite par son ampleur, devrait forcer Alger à revoir sa stratégie face aux islamistes.* »

Le gouvernement français ne peut pas espérer mieux. Que cette opération puisse forcer Alger à « revoir sa stratégie face aux islamistes », entendez qu'il révise sa politique de dialogue et de réconciliation nationale qui lui a permis de reconstruire son front intérieur et qu'il revienne à la politique d'éradication à laquelle appellent les cercles les plus antipopulaires au sein de l'armée et de la classe politique algériennes au risque de provoquer un retour aux vieux démons de la guerre civile et donner ainsi un bon prétexte à l'intervention étrangère le jour J.

---

## L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1072>

Mais les faits sont têtus et il n'est pas sûr que les souhaits exprimés par Libération soient exaucés de sitôt. Même s'il est attesté que l'Algérie a été déçue par les dirigeants d'Ansar Dine qui ont effectivement donné à la France un prétexte commode en vue de précipiter son intervention au Mali, il faut être vraiment idiot pour croire un seul instant que la France avait besoin de ce prétexte pour mener une guerre à laquelle tout indiquait qu'elle s'y préparait pour des raisons qui ont peu de choses à voir avec les mobiles avancés.

Depuis le début de la crise malienne, l'Algérie n'a jamais cessé de subir des pressions énormes pour participer à cette guerre ou du moins pour qu'elle ne s'y oppose pas activement. C'est sous la pression des Américains et pour ne pas perdre complètement le contact avec ses voisins africains –puisque malheureusement on ne choisit pas ses voisins- que le gouvernement algérien a sans doute autorisé le survol de son espace aérien par les avions de combat français. Cependant, aussi bien l'opinion publique que les dirigeants algériens sont divisés sur la question. Certains pensent- à tort- que c'est un moindre mal pour s'épargner les foudres de l'oncle Sam surtout que dans cette guerre, la France n'a pas seulement bénéficié du soutien prévisible de ses alliés de l'Otan, à leur tête les USA et la Grande Bretagne, mais aussi du soutien, plus surprenant, des deux autres membres du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine.

Mais d'autres voix, y compris au sein du système algérien mettent en garde- à juste titre- contre les répercussions négatives de ce qui pourrait apparaître comme un alignement sur la croisade française au Mali sur la cohésion nationale dans un contexte politique doublement fragilisé par les tensions sociales et les luttes intestines qui déchirent la classe politique sur fond de guerre de succession au président Bouteflika. Il est donc permis de penser que cette opération dont il était attendu le renforcement des clans pro-atlantistes au sein du système algérien risque de déboucher sur le résultat inverse. Ceux qui n'ont pas cessé de tirer la sonnette d'alarme en mettant en garde contre les ondes de choc de la guerre dans toute la région seront confortés dans leur position.

L'Algérie apparaît désormais comme la première victime collatérale de la guerre française au Mali, ce qui ne peut que renforcer les adversaires de la politique belliciste française au sein du système algérien. Et c'est peut-être ce qui explique les réactions assez partagées des capitales occidentales au lendemain de l'assaut des forces spéciales algériennes. Si elles ne pouvaient que se féliciter de la neutralisation du groupe terroriste, ces capitales ne pouvaient pas admettre le fait qu'elles n'aient pas été consultées par le gouvernement algérien. C'est un indice qui ne trompe pas. Si les « amis » des cercles occidentaux avaient le contrôle de l'opération, il aurait été difficile d'imaginer un tel scénario.

L'opinion publique algérienne qui reste dans sa majorité hostile à l'interventionnisme occidental et particulièrement français dans les pays arabes et musulmans ne s'y est pas trompée. Elle a accueilli avec soulagement et fierté ces critiques occidentales dans la mesure où elle y voit une preuve que l'Etat algérien demeure malgré tout accroché à ce qui lui reste d'une indépendance et d'une souveraineté nationales malmenées par les ingérences des grandes puissances, l'ouverture économique sauvage des années 90 sous la pression du FMI et de la Banque mondiale et la montée d'une bourgeoisie compradore qui s'est développée à l'ombre des privatisations et de l'économie rentière et qui a réussi à corrompre de larges secteurs de l'Etat et à l'affaiblir.

Quels que soient les dessous de cartes de cette opération terroriste, une chose est sûre. Cette opération se devait objectivement d'influencer l'issue de la bataille que se livrent les partisans de la dérive atlantiste qui prennent prétexte de l'isolement diplomatique apparent de l'Algérie pour aller jusqu'au bout de la «normalisation » tant recherchée par les capitales occidentales et les partisans d'une indépendance nationale chèrement acquise mais qui est aujourd'hui plus que jamais menacée par la mondialisation, la dépendance à l'égard de l'économie pétrolière et l'alliance entre la bourgeoisie compradore et les centres impérialistes. Des voix de soi-disant « experts », relayées par les médias algériens, à la solde des hommes d'affaires

---

#### **L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI**

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1072>

proches des cercles néocoloniaux, s'élèvent pour critiquer les conséquences de l'Etat algérien dans sa lutte contre les groupes islamistes armés quand elles ne l'accusent pas carrément de complicité dans ce qui s'apparente à un chantage obscène repris comme un refrain par des sites spécialisés dans la désinformation : soit tu manges du musulman soit on t'accuse d'en être le complice ou l'instigateur !

L'opération terroriste de In Amenas s'inscrit dans ce cadre. S'agit-il d'une diversion tactique en vue de déplacer le centre des combats du Mali et desserrer l'étau qui étrangle leurs acolytes dans ce pays ou s'agit-il, plus gravement, d'une sorte de « répétition générale » d'une agression plus consistante en cours de préparation contre un des derniers obstacles au redéploiement de l'Empire dans la région ? Le fait que pour la première fois, en vingt ans de crise, un site gazier, et pas des moindres, puisqu'il s'agit d'un site qui procure 15% de la production algérienne, ait été la cible d'une opération de guerre, pourrait cacher des desseins autrement plus sombres. Rappelons-nous les « indiscretions » de Sarkozy distillées par la presse disant que l'Algérie serait la prochaine sur la liste après la Libye et la Syrie.

Nul doute que les pressions internationales vont se multiplier sur l'Algérie pour lui faire endosser le rôle de gendarme dans la région du Sahel. Dans une mouvance islamiste sujette aux infiltrations les plus diverses, il y aura toujours des « idiots utiles » pour faire le jeu des puissances à la recherche du moindre prétexte pour intervenir dans une région riche en pétrole et en minerais précieux. Mais est-ce un argument suffisant pour justifier l'injustifiable collaboration avec une France qui a le culot de se présenter en pompier alors qu'elle est le véritable pyromane du brasier parti de Libye pour consumer aujourd'hui le Mali et qui menace d'atteindre d'autres pays de la région ?

Si l'Algérie serait mal avisée de se mettre à dos toute une « communauté franco-africaine » soutenue logistiquement par l'Otan et diplomatiquement par ses partenaires stratégiques russe et chinois, il n'est pas dit qu'elle ne dispose pas de ressources pour tenir jusqu'au moment, qui ne saurait tarder, où le pompier-pyromane français et ses larbins africains vont s'embourber dans le désert sahélo-saharien et dévoiler la véritable nature de leur guerre dont les premières exactions commises par l'armée malienne, qui ont commencé par inquiéter les organisations humanitaires internationales, ne sont que le signe précurseur de ce qui attend le Mali : massacres collectifs et retournements géopolitiques en perspective. Les alliés d'aujourd'hui risquent de devenir les adversaires de demain. Les larbins qui applaudissent aujourd'hui l'intervention française contre leurs frères du nord apprendront à leur dépens, plus vite qu'ils ne le pensent, que la France n'est pas venue pour les libérer des groupes djihadistes, quand elle leur imposera son projet d'une large « autonomie » de l'Azawad pour mieux exploiter le pétrole et l'uranium du nord Mali.

L'Algérie qui a tout intérêt à rester à l'écart de ce conflit et défendre sa sécurité en envoyant des messages forts comme celui qu'elle vient d'envoyer de In Amenas ne doit pas oublier son devoir de solidarité avec les populations du nord Mali qui risquent de vivre des lendemains terribles entre les mains d'une soldatesque africaine indisciplinée et excitée dont il est permis de redouter dès maintenant des crimes de guerre effroyables sous le regard complaisant de ses maîtres français qui n'en sont pas à leur premier forfait en Afrique comme le rappelle tristement le génocide rwandais. En tant qu'Etat, l'Algérie a une marge de manœuvre très étroite face à la politique belliciste de la France et de ses alliés au Mali. Mais la France et ses alliés occidentaux n'ignorent pas que, si elle est acculée, l'Algérie a néanmoins assez de ressources pour jouer au trouble-fête dans une région où les facteurs de résistance au système de la Françafrique sont plus nombreux qu'on le croit.

**Mohamed Tahar Bensaada**, 19 janvier 2013. [Oumma.com](http://www.oumma.com)

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

---

**L'ALGERIE PREMIERE VICTIME COLLATERALE DE LA GUERRE FRANÇAISE AU MALI**

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-guerre-au-mali-une-lucide-analyse-de-mohamed-tahar-bensaada-114595638.html>

<http://oumma.com/15498/lalgerie-premiere-victime-collaterale-de-guerre-franca>

<http://www.socialgerie.net/spip.php?article1072>